



L'UFAP UNSa Justice, la CGT Pénitentiaire et le SPS, en toute responsabilité, ont boycotté le CTAP d'hier après-midi. Tout d'abord pour réaffirmer leur opposition au PLF présenté au titre de l'année 2023 qui ne résoudra pas les problèmes d'attractivité de nos métiers et plus particulièrement celui des surveillants, qui ne viendra pas à bout de la surpopulation carcérale, et qui n'enrayera pas la violence dans les structures. Nos organisations Syndicales souhaitent également marquer leur désaccord vis-à-vis du Plan de Lutte contre les Violences (PLV) qui figurait à l'ordre du jour de ce CTAP et devait être soumis au vote des organisations professionnelles.

Ce plan, au-delà d'être un vaste catalogue de bonnes intentions et d'actions à mener, s'apparente à une énième communication institutionnelle pour masquer l'incapacité d'une administration, dépassée par le phénomène, à endiguer les violences en milieu carcéral et, précisément, celles exercées à l'encontre des personnels pénitentiaires !

Pourtant de nombreux rapports (Lemaire et Toulouse), guides, protocoles se sont succédés depuis les années 2000 pour lutter contre la violence, comme par exemple la note intitulée : « lutte contre les violences » du 31 Juillet 2019, avec les résultats que l'on connaît...

Nos organisations n'acceptent pas que la DAP traite dans un unique document les violences commises à l'encontre de ses personnels et celles entre ses usagers contraints ! De même, il n'est pas envisageable que, comme stipulé dans le plan, les détenus ou leur famille soient associés, d'une façon ou d'une autre, à sa construction ou à sa mise en œuvre !

Ce PLV se résume surtout à un immense groupe de travail à l'échelle nationale au sein duquel certains trouveront sûrement une justification de leur emploi ou de leur mandat : pas moins de 10 groupes de travail et 8 groupes de réflexions méthodologiques doivent être créés ! Nos organisations ne peuvent cautionner un tel attelage tandis que, quotidiennement, les personnels subissent insultes, crachats, menaces, coups violents ou encore tentative de meurtres par des armes artisanales. Avec 21 000 actes de violence par an, ils en sont malheureusement les premières victimes.

Ce PLV malgré l'intervention répétée de nos organisations lors des bilatérales n'est pas abouti. Il ne prend pas en compte par exemple la violence morale des « gestionnaires nouvelle génération », plus préoccupés par leur plan de carrière que par la qualité de vie au travail de leurs agents ! En revanche, l'inscription dans ce document du déploiement d'une brigade motorisée va sans nul doute permettre de lutter efficacement contre les violences !!!

Devant ce constat, nos organisations exigent que la DAP revoie sa copie et apporte les modifications nécessaires pour que ce énième plan sur les violences aboutisse enfin à du concret pour les agents de terrain. C'est un enjeu majeur pour endiguer les violences et pour y arriver, tous les moyens doivent être mis sur la table, qu'ils soient humains et financiers.

**Les Membres du CTAP UFAP UNSa Justice, CGT et SPS
Paris, le 28 octobre 2022**